

Entre désir d'intégration à la vie locale et quête d'anonymat, l'influence des nouveaux modes de vie sur les sociabilités rurales

Enquête sur les relations de voisinage dans trois communes rurales de la Dordogne

Vincent Banos* et Jacqueline Candau**

* Docteur en géographie, laboratoire « Espaces, Nature et Culture » (ENeC, UMR 8185) : v.banos@wanadoo.fr

** Chargée de Recherche en Sociologie au Cemagref, unité « Aménités et Dynamiques des Espaces ruraux »(ADBX) ; jacqueline.candau@bordeaux.cemagref.fr

Phénomène majeur des sociétés à individus mobiles, les migrations résidentielles qui concerneraient en France près de 10% de la population chaque année (Debrand et Taffin, 2005), provoque un renouvellement démographique non négligeable des campagnes. En effet, le solde migratoire annuel dans les espaces ruraux s'élève à 0,8% entre 1999 et 2006, taux identique à celui du périurbain alors qu'il est quasiment nul pour les pôles urbains. L'ancrage en ces lieux peut être temporaire ou permanent, choisi ou subi, et amène par conséquent des personnes aux itinéraires, aux conditions de vie et aux modes d'identification très différents (Bonnerandi et Deslondes, 2008) dans des communes rurales où l'implicite d'une vie sociale structurée par des relations d'interconnaissance (Mendras, 1974) demeure persistant. Ici plus qu'ailleurs, vivre à côté faciliterait les échanges, même à notre ère de la mobilité généralisée (Genestier, 2006).

Dans quelle mesure le renouvellement démographique modifie-t-il ces modalités relationnelles ? Comment les nouveaux résidents s'intègrent-ils alors dans leur voisinage ? Leur choix souvent guidé par les aménités rurales du territoire n'induit-il pas un désintéressement vis-à-vis des autres habitants au profit exclusif du cadre de vie ? En nous appuyant sur une enquête menée à propos des relations de voisinage sur trois communes rurales en Dordogne¹ nous souhaitons mettre en discussion deux résultats qui peuvent paraître paradoxaux² : la plupart des nouveaux résidents ont le souci de nouer des relations avec « gens d'ici », mais certains demeurent anonymes. Nous défendrons l'idée que si la remise en cause, par les anonymes, des normes relationnelles préexistantes est potentiellement source de tensions, et interroge par conséquent la capacité d'action des territoires d'accueil, elle ne saurait pour autant constituer la preuve de l'émergence de dynamiques d'entre-soi, c'est à dire de collectifs vivant côte à côte sans se côtoyer. Nous privilégierons plutôt l'hypothèse d'un voisinage devenu, pour certains, un espace de « repos social » face à l'injonction actuelle de visibilité.

L'explicitation de ces résultats nous amènera à relativiser -après d'autres- le rôle de la proximité spatiale dans l'émergence de relations, et à reconnaître l'importance de la localité caractérisée par deux dimensions complémentaires à la proximité : l'attachement au cadre de vie et la volonté d'appartenance à un collectif. Cependant, la présence des anonymes nous

¹ Ce travail exploratoire s'inscrit dans le projet de recherche « *Mixité sociale en milieu rural* » (2006-2010) qui a bénéficié d'un financement de la région Aquitaine.

² Ces deux résultats ont fait l'objet des publications suivantes : Banos, Candau et Baud, 2009 ; Banos et Candau, 2011.

incite à considérer aussi que l'attachement aux « lieux » donne accès à un sentiment d'appartenance à la localité sans pour autant nécessiter une implication dans les collectifs locaux. Une perspective qui interroge les limites actuelles de l'urbanité rurale, entendue comme l'émergence d'une culture de territoires et de chartes (Poulle et Gorgeu, 1997), et invite à penser que l'un des principaux enjeux des ruralités en devenir (Mora, 2008) est bien celle de l'adéquation entre ces nouveaux modes d'habiter et les modes de régulation des institutions locales. En effet, en privilégiant des initiatives visant à concilier, notamment par la patrimonialisation, les identités et l'image de marque de leur territoire (Banos, 2009), les intercommunalités de projet ne participent-elle de cette mise en scène de la localité, au détriment d'une prise en compte politique de la diversification des usagers ?

Bibliographie indicative :

Banos V., 2009, « Le développement culturel, entre marketing territorial et recomposition du lien social : "la prison dorée" des agriculteurs du Sud Dordogne », *Ingénierie-EAT*, n°55-56, pp. 93-104

Banos V., Candau J. et Baud A.-C., 2009, « Anonymat en localité : enquête sur les relations de voisinage en milieu rural », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 127, p. 247-267.

Banos V. et Candau J., 2011, « Les agriculteurs, des voisins reconnus par les nouveaux résidents », *Informations sociales*, vol.2, n° 164, pp. 24-31

Bonerandi E. et Deslondes O., 2008, "Où va la géographie rurale ?", *Géocarrefour*, vol.4, n° 83, pp. 255-259.

Debrand T. et Taffin C., 2005, « Les facteurs structurels et conjoncturels de la mobilité résidentielle depuis 20 ans », *Économie et statistique*, n° 381-382, p. 125-146.

Genestier P., 2006, « L'expression "lien social" : un syntagme omniprésent, révélateur d'une évolution paradigmatique », *Espaces et Sociétés*, vol. 3, n° 126, pp. 19-34.

Mendras H., 1974, « Un schéma d'analyse de la paysannerie française », in Jollivet M. (dir.), *Les collectivités rurales françaises : sociétés paysannes ou lutte de classes au village*, Paris, Armand Colin, vol. 2, p. 11-38.

Mora O. (dir.), 2008, *Les nouvelles ruralités à l'horizon 2030*, Paris, éd. Quæ, coll. « Update sciences et technologies »

Poulle F. et Y. Gorgeu, 1997, *Essai sur l'urbanité rurale : cinq territoires ruraux, leurs serments et leurs modes de gouvernements*, Paris, Éditions Syros, 127 p.